

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

LOCAM

SAS à capital de 11 520 000 Euros
Siège social : 29, rue Léon-Blum, 42000 Saint-Etienne

A. — Comptes annuels au 31 décembre 2024.

I. — Bilan social au 31 décembre 2024.
(En milliers d'Euros.).

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales, CCP		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	9 359	21 703
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat	144 345	154 249
Location simple	902 883	881 356
Immobilisations incorporelles	13 629	8 891
Immobilisations corporelles	973	1 048
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement		
Autres actifs	10 389	12 260
Comptes de régularisation	8 664	7 581
Total de l'actif	1 090 242	1 087 088

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales, C.C.P		
Dettes envers les établissements de crédit	843 668	820 298
Opérations avec la clientèle	13 745	16 086
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	40 022	36 835
Comptes de régularisation	83 958	80 584
Comptes de négociation et de règlement		
Provisions	7 159	11 206
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	4 000	4 000
Capitaux propres (hors FRBG)	97 690	118 079
Capital souscrit	11 520	11 520
Primes d'émissions	1	1
Réserves	3 837	3 837
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau	75 649	88 529
Résultat de l'exercice	6 683	14 192
Total du passif	1 090 242	1 087 088

Hors-bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés :		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	40	60
Engagements sur titres		
Engagements reçus :		
Engagements de financement	45 000	45 000
Engagements de garantie	2 470	2 777
Engagements sur titres		

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2024.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	3	1
- Intérêts et charges assimilées	28 168	17 410
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	94 920	95 064
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	87 489	83 705
+ Produits sur opérations de location simple	546 108	506 158
- Charges sur opérations de location simple	479 593	447 305
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges)		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	11 296	10 442
- Autres charges d'exploitation bancaire	216	216
Produit net bancaire	56 861	63 029
- Charges générales d'exploitation	48 709	46 763
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 077	846
Résultat brut d'exploitation	7 075	15 420
+/- Coût du risque		
Résultat d'exploitation	7 075	15 420
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-5	10
Résultat courant avant impôt	7 070	15 430
+/- Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices	387	4 438
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	0	3 200
Résultat net	6 683	14 192

III. — Cadre juridique et financier.

La société LOCAM SAS est une société par actions simplifiée agréée en qualité de société de financement, et est soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 Janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

LOCAM est détenue à 99.99 % par COFAM, elle-même détenue à 99.99 % par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire. LOCAM est donc intégrée dans le périmètre de consolidation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 21 janvier 2025 et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mars 2025.

IV. — Faits marquants de l'exercice et événements post clôture.

1. Faits marquants. — Par citation du 23 avril 2019, la société LOCAM, son président et son directeur général ont été renvoyés devant le Tribunal correctionnel de SAINT-ETIENNE des chefs de pratiques commerciales trompeuses et de violation des dispositions du Code de la consommation relatives aux contrats conclus hors établissement.

Il est reproché à la société LOCAM de ne pas avoir fait application de la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation et plus particulièrement du régime des contrats conclus hors établissement. Or, sont entre autres exclus du champ d'application du régime des contrats conclus hors établissement les contrats portant sur des services financiers.

Par jugement du 28 juillet 2020, le Tribunal correctionnel de SAINT-ETIENNE a relaxé la société LOCAM ainsi que ses dirigeants et a débouté en conséquence les parties civiles de leurs demandes indemnitaires.

Le Parquet a interjeté appel de ce jugement ainsi que plusieurs parties civiles.

Par arrêt rendu en date du 14 février 2024, la 7ème chambre correctionnelle de la Cour d'appel de LYON a prononcé la relaxe des dirigeants et la condamnation de la société LOCAM au paiement d'une amende de 1 200 000€ ainsi qu'à la publication de l'arrêt dans deux quotidiens et une revue hebdomadaire.

La société LOCAM maintient sa position, confortée par l'analyse d'avocats, de professeurs éminents et de l'ASF, selon laquelle les dispositions du Code de la consommation en vertu desquelles elle a été condamnée ne s'appliquent pas à son activité de location financière.

C'est pourquoi elle a décidé de se pourvoir en cassation.

A ce jour l'audience n'a pas encore eu lieu.

Aussi, durant l'exercice 2024, LOCAM a décidé de revoir les règles de provisionnement des créances douteuses. En effet les modalités de calcul des provisions n'avaient pas été actualisées depuis de nombreuses années malgré un environnement économique en évolution. Ainsi il a mené une analyse des pertes historiques menée sur plusieurs années qui a entraîné une modification des taux historiques de la méthode statistique.

Cette modification est analysée comme un changement d'estimation conformément à la réglementation comptable. Les impacts sont donc formalisés de manière prospective sur l'exercice 2024 et s'élèvent à 4.7M€ net d'impôt.

Enfin, un contrôle fiscal est intervenu sur l'exercice 2024 et ayant donné lieu à un redressement de 324 K€ et une provision pour risque et charges de 951 K€ (contentieux en cours) représentant 50% de la demande de l'administration suivant analyse de notre avocat fiscaliste.

2. Evénements postérieurs à la date d'arrêté des comptes

Depuis le 31 décembre 2024, aucun événement significatif, susceptible de remettre en cause la sincérité des comptes de l'exercice 2024 n'est à signaler.

V. — Principes comptables et méthodes d'évaluation.

1. Rappel des principes. — Les comptes annuels de la société LOCAM SAS, arrêtés le 31 décembre 2024, sont établis et présentés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables actualisé de ses avenants.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent.

- Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ;
- Continuité de l'exploitation ¹ ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;
- Conformité aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2. Méthode d'évaluation et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Crédit-bail et location avec option d'achat / location simple.

Les postes « Crédit-bail et location avec option d'achat » et « Location simple » recensent les immobilisations acquises par LOCAM en vue d'être louées.

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais accessoires ;

Les coûts marginaux liés sont étalés sur la durée effective du contrat de crédit-bail, conformément à l'article 2131-5 du règlement ANC 2014-07. Les amortissements du matériel locatif sont calculés suivant le mode linéaire sur une durée moyenne de 4 ans. Une provision pour dépréciation des immobilisations corporelles, concernant les dossiers douteux, est constituée pour ramener la valeur nette comptable à la valeur probable de réalisation.

La différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable contribue à la constitution de la réserve latente.

¹ La continuité de l'exploitation est assurée, compte tenu de l'appartenance au groupe COFAM dont la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire est l'actionnaire de référence ;

Qualification de l'en cours : Conformément au règlement ANC 2014-07, les informations relatives au risque de crédit sont les suivantes :

Les encours sont répartis comme suit :

- Encours sain : capital restant dû sur les dossiers dont le nombre d'échéances impayées est inférieur ou égal à trois ;
- Encours douteux : capital restant dû sur les dossiers dont le nombre d'échéances impayées est supérieur à trois.

Les créances impayées et douteuses se répartissent entre :

- Créances impayées : créances dont le nombre d'échéances impayées est inférieur ou égal à trois ;
- Créances douteuses : créances dont le nombre d'échéances impayées est supérieur à trois ou dont le client est en liquidation judiciaire ;
- Créances douteuses compromises : créances comprises dans la base précédente dont la première échéance impayée est supérieure à douze mois et créances impayées restantes sur des dossiers cédés ;
- Créances restructurées : créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales du contrat, afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances ; au 31/12/2024, LOCAM ne possède pas de créances restructurées.

Les méthodes de réduction des risques sont les suivantes :

- les montants des retenues de garanties destinés à alimenter les fonds de garanties partenaires peuvent être affectés en diminution de créances clients ;
- un contrat d'assurance couvrant le risque de défaillance des clients, elle-même consécutive à celle des partenaires, est signé avec une compagnie d'assurance ;
- pour la couverture de risque de certains dossiers spécifiques, il est fait appel à des partenaires financiers externes ;
- des engagements de reprise des immobilisations louées ont été signés avec certains partenaires ;
- la solvabilité des clients est évaluée par des consultations de bases de données externes et une analyse interne ;
- les partenaires sont sélectionnés selon une procédure d'agrément ;
- des limites d'encours par partenaire et par client ont été définies.

Méthode de provisionnement :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Il est cependant à signaler que consécutivement aux recommandations de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, les soldes créditeurs sur les clients impayés sont reclassés au passif du bilan et non en déduction de la base des impayés.

De plus, à titre d'information, le montant des retenues de garanties destiné à alimenter les fonds de garanties partenaires susceptibles d'être affectées en diminution de créances clients s'élève à 13 153 milliers d'euros.

Les méthodes de provisionnement applicables à compter de 2024 sont les suivantes :

- les dossiers sont provisionnés :
 - à partir de la troisième échéance impayée pour les clients qui ne sont pas sous procédure collective ;
 - à partir du premier impayé si le client est en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire
 - à partir du sixième impayé lorsque le client est une administration

La valeur nette comptable des immobilisations louées à des contreparties classées en dossiers douteux est provisionnée sous les mêmes conditions de taux pour ramener cette dernière à la valeur probable de réalisation.

b) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Le poste Immobilisations incorporelles correspond aux logiciels amortis suivant le mode linéaire sur une période comprise entre 36 et 60 mois.

Conformément au règlement ANC 2014-03, LOCAM applique la méthode de comptabilisation par composants pour ses immobilisations.

Le poste Immobilisations corporelles intègre les règles suivantes :

- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ;
- Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de leur durée estimée d'utilisation :

Catégories	Durée d'amortissement
Agencements divers	Linéaire de 4 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire 3 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire de 3 à 5 ans ou dégressif sur 3 ans
Mobilier	Linéaire de 4 à 10 ans

c) Titres de participation :

La société LOCAM ne détient pas de titres de participation.

c) Provisions :

Le montant des provisions au passif comprend :

- les litiges prudhommaux ;
- les litiges partenaires ;
- le risque résiduel ;
- les risques clients non provisionnés à l'actif ;
- un litige fournisseur

Provision pour risques résiduels partenaires :

A compter de l'exercice 2014, et afin de couvrir au mieux les risques inhérents aux partenaires, une provision pour risques résiduels a été comptabilisée.

Elle est basée sur une perspective de défaut à un an et sur les hypothèses suivantes :

- La probabilité de défaut par partenaire évaluée selon la cotation Ellisphère ;
- L'exposition au moment du défaut, égal à l'encours sain diminué du CRD douteux et des garanties financières éventuelles ;
- Le taux de perte en cas de défaut est fonction d'éléments tels que l'évaluation du risque de défaillance du partenaire compte-tenu de son secteur d'activité, la capacité de report de parc et la sécurisation de l'encours.

Les taux de provision sont revus annuellement en fonction des niveaux de risque sectoriel (très faible, faible et fort). Au 31/12/2024, le montant de la provision a été porté à 2 050 milliers d'euros.

Provision pour risques clients :

A compter de l'exercice 2015, et afin de couvrir les risques liés aux assignations à l'initiative des clients, une provision pour risque contentieux a été comptabilisée. Au 31/12/2024, cette provision a été évaluée à 1 539 milliers d'euros.

Une provision supplémentaire de 154 milliers d'euros a également été constituée suite à la prononciation de liquidations judiciaires de certains clients.

e) Engagements en matière de retraite :

La gestion des engagements en matière d'indemnités de fin de carrière est confiée à la société Prédica.

Ces engagements sont évalués en fonction d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, pour chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel et d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction.

Les hypothèses retenues au 31/12/2024 sont les suivantes :

- Convention collective applicable : CCN du personnel des sociétés financières ;
- Mode de départ : départ volontaire ;
- Taux de charges sociales : 45 %
- Age de départ en retraite : 64 ans ;
- Le taux d'actualisation retenu au 31/12/2024 correspond à la durée moyenne résiduelle de 16,57 ans selon le référentiel de taux suivant : iBoxx 10+ au 31/05/2024 soit 3.38 % ;
- Table de mortalité : TF 2000-2002
- Hypothèses de turnover :

Age	% De turnover
De 18 à 24 ans	10.00 %
De 28 à 29 ans	10.00 %
De 30 à 34 ans	8.00 %
De 35 à 39 ans	8.00 %
De 40 à 50 ans	6.00 %
De 51 à 60 ans	4.00 %
De 61 à 65 ans	0.00 %

— Variation dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dette actuarielle au 31/12/N	-298.1	-275.5
Impact de la limitation d'actifs		
(Gains) et pertes actuariels restant à étaler	-42.1	-34.3
Juste valeur des actifs fin de période	353.5	344.9
Position nette (passif)/ actifs au 31/12/n	13.2	35.1

Au 31 décembre 2024, le fonds géré par PREDICA couvre en totalité la dette actuarielle liée ; aucune provision supplémentaire n'a été dotée. La société est en excédent de régime pour 13.2K€.

f) Conversion des opérations en devises :

La société LOCAM n'est pas concernée par cette rubrique.

g) Instruments financiers :

Il n'y a pas d'engagement sur instruments financiers à la clôture de l'exercice.

h) Impôt sur les bénéfices :

La société LOCAM a signé avec Crédit Agricole SA, dont le siège social est situé 12 place des Etats Unis à Montrouge Cedex (92127), une convention d'intégration fiscale applicable à compter du 1^{er} janvier 2020.

Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt, dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

VI. – Informations sur les postes de bilan.

Les montants sont indiqués en milliers d'euros dans tous les tableaux ci-dessous

1. Informations sur les postes d'actif

a) Caisse, banques centrales

	31/12/2024	Durée résiduelle						31/12/2023
		< 1 mois	> 1 mois < 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 2 ans	> 2 ans < 5 ans	> 5 ans	
Disponibilité	0	0						0
Caisse, banques centrales	0	0						0

b) Créances sur les établissements de crédit :

	31/12/2024	Durée résiduelle						31/12/2023
		< 1 mois	> 1 mois < 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 2 ans	> 2 ans < 5 ans	> 5 ans	
Disponibilités	9 359	9 359						21 703
Créances/Etats crédit	9 359	9 359						21 703

c) Crédit-bail et location avec option d'achat/ location simple :

Ces postes sont composés de la valeur nette comptable des immobilisations locatives pour un montant de 1 011 984 milliers d'euros et des créances clients pour 35 244 milliers d'euros soit un total de 1 047 773 milliers d'euros.

— Valeur nette comptable des immobilisations locatives :

Immobilisations locatives	Solde	Acquisitions	Cessions	Solde
	01/01/2024	2 024	2 024	31/12/2024
Immobilisations locatives	2 102 293	546 480	477 538	2 171 235
Immobilisations locatives en cours	0			
Amortissements	-1 059 934	-449 351	-379 681	-1 129 604
Provisions VNC	-29 858		-211	-29 647
Immobilisations locatives	1 012 501	97 129	97 646	1 011 984

Dont non-résidents :

Immobilisations locatives	Immobilis. Brutes	Amortis. Provision	Immobilis. Nettes	Immobilis. Nettes
	31/12/2024	2024	31/12/2024	31/12/2023
Crédit bail et LOA	300 477	160 973	139 504	151 016
Location simple	1 870 758	998 278	872 480	861 485
Immobilisations locatives	2 171 235	1 159 251	1 011 984	1 012 501

Dont non-résidents :

Immobilisations locatives	Immobilis. Nettes	Immobilis. Nettes
	2024	2023
Location simple	417	426
Immobilisations locatives	417	426

— Créances clients :

	31/12/2024	31/12/2023
Autres créances clients	3 299	3 404
Clients impayés	5 865	6 097
Clients litigieux bruts(1)	72 745	63 955
Dépréciations/ litigieux	-46 121	-50 352
Opérations / clientèle	35 788	23 104
1) Dont douteux compromis 42 225 milliers d'euros		

Dont non-résidents :

	31/12/2024	31/12/2023
Clients impayés	2	4
Clients litigieux bruts	86	42
Dépréciations/ litigieux	-61	-41
Opérations / clientèle	27	5

Variations des provisions	Provision	Dotation	Reprise	Provision
	01/01/2024	2024	2 024	31/12/2024
Dépréciations/ litigieux (1)	50 352	24 821	29 052	46 121
1) Dont douteux compromis 24 105 milliers d'euros				

En cours financier :

Le montant de l'encours financier sain au 31 décembre 2024 s'élève à 1 150 860 milliers d'euros contre 1 128 484 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Le montant de l'encours financier douteux s'élève quant à lui à 50 329 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 46 371 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Il n'y a pas d'encours restructuré.

L'encours global se répartit de la façon suivante :

- Sociétés et assimilés : 89,93 % ;
- Professionnels : 7,52 % ;
- Administrations publiques : 1,92 % ;
- Particuliers : 0,63 %.

La répartition des échéances de l'encours sain est la suivante :

- A moins de trois mois : 10 %
- De trois mois à moins d'un an : 26 %
- A un an et plus : 64 %

La valeur nette comptable des immobilisations louées à des contreparties classées en dossiers douteux s'élève à 42 101 milliers d'euros.

La ventilation géographique des encours se situe à 99.95 % sur le territoire national et à 0.05 % en zone Europe.

Au 31 décembre 2024, l'écart brut entre le capital restant dû sur les dossiers sains et la valeur nette comptable des biens loués correspondant s'élève à 138 879 milliers d'euros soit, net de fiscalité, à 103 007 milliers d'euros, montant retraité dans les comptes consolidés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Loire Haute-Loire.

Pour information, les montants des levées d'option pour les crédit-preneurs sont intégrés en totalité dans le capital restant dû. La valeur nette comptable des coûts marginaux est également intégrée à la valeur nette comptable du matériel locatif pour un montant de 7 658 milliers d'euros.

d) Immobilisations corporelles et incorporelles détenues en nom propre :

Valeur brute (En milliers d'Euros)	Solde	Acquisitions	Cessions ou virement de poste à poste	Solde
	01/01/2024	2 024	2 024	31/12/2024
Immobilisations incorporelles en cours	8 698	5 208	7 611	6 295
Autres postes immobilisations incorporelles	2 532	7 611		10 143
Immobilisations incorporelles	11 230	12 819	7 611	16 438
Immobilisations corporelles en cours	0			0
Installations générales, agenc, aménagt	794	225	296	723
Matériel de transport	0			0
Matériel de bureau et mobilier	3 225	312	97	3 440
Immobilisations corporelles	4 019	537	393	4 163
Valeur brute	15 249	13 356	8 004	20 601

Amortissements pratiqués (En milliers d'Euros)	Solde	Dotation	Reprise	Solde
	01/01/2024	2 024	2 024	31/12/2024
Autres postes immobil incorporelles	2 339	470		2 809
Installations générales, agenc, aménagt	593	93	292	394
Matériel de transport				0
Matériel de bureau et mobilier	2 378	513	96	2 795
Immobilisations corporelles	2 971	606	388	3 189
Amortissements	5 310	1 076	388	5 998

Immobilisations nettes	Immobilis. Nettes	Immobilis. Nettes
	2024	2023
Autres postes immobil incorporelles	13 629	8 891
Immobilisations corporelles en cours		
Installations générales, agenc, aménagt	329	201
Matériel de transport	0	0
Matériel de bureau et mobilier	645	847
Immobilisations corporelles	974	1 048
Immobilisations nettes	14 603	9 939

e) Autres actifs :

	31/12/2024	31/12/2023
Dépôts et cautionnement	242	282
Personnel et comptes rattachés	8	8
Etat et autres collectivités	4 575	6 764
Groupe et associés	4 375	3 983
Débiteurs divers	1 189	1 223
Autres actifs	10 389	12 260

f) Comptes de régularisation :

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Produits à recevoir	8 258	7 321
Charges payées d'avance	406	260
Comptes de régularisation	8 664	7 581

En 2024, les produits à recevoir comprennent :

- Des loyers pour 679 milliers d'euros ;
- Une participation assurance pour 7 029 milliers d'euros ;
- Divers produits d'exploitations pour 550 milliers d'euros.

2. Informations sur les postes de passif

a) Dettes envers les établissements de crédit

	31/12/2024	Durée résiduelle						31/12/2023
		< 1 mois	> 1 mois < 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 2 ans	> 2 ans < 5 ans	> 5 ans	
Emprunts et concours bancaires	830 807	24 171	39 976	145 430	246 872	374 358		811 282
Dettes rattachées	12 861	265	5 826	6 770				9 016
Dettes/Etablissements de crédit	843 668	24 436	45 802	152 200	246 872	374 358	0	820 298

b) Opérations avec la clientèle :

Ce poste correspond aux dépôts de garantie et avances sur impayés.

	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec la clientèle	13 745	16 086
Total	13 745	16 086

c) Autres passifs :

Autres passifs	31/12/2024	31/12/2023
Personnel et comptes rattachés	2 911	3 541
Sécurité sociale, autres orga. Sociaux	3 171	3 152
Etats et autres collectivités	13 543	8 921
Participation	3 225	3 773
Dettes immobilisations et cptes rattachés	13 154	14 210
Groupe et associés	4	4
Autres dettes	4 014	3 234
Autres passifs	40 022	36 835

d) Comptes de régularisation :

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Charges à payer	35 750	34 867
Produits constatés d'avance (1)	48 208	45 717
Comptes de régularisation	83 958	80 584
1) Les produits constatés d'avance comprennent des loyers et des frais de dossiers		

e) Provisions :

(En milliers d'Euros)	Solde	Dotation	Reprise	Solde
	01/01/2024	2024	2 024	31/12/2024
Litiges prud'homaux	262	109	0	371
Risques partenaires	3 192	77	1 602	1 667
Risques résiduels partenaires	1 827	223	0	2 050
Contrôle fiscal	0	952	0	952
Risques clients	5 925	153	3 959	2 119
Litige fournisseurs	0	0	0	0

Provisions	11 206	1 514	5 561	7 159
-------------------	---------------	--------------	--------------	--------------

f) Fonds pour risques bancaires généraux :

Conformément aux dispositions prévues par le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 relatif aux fonds propres, ces fonds sont constitués par LOCAM, à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

	Solde	Dotation	Reprise	Solde
	01/01/2024	2024	2024	31/12/2024
FRBG	4 000	0	0	4 000
Provisions	4 000	0	0	4 000

g) Capitaux propres :

	Ouverture	Affectation résultat	Résultat	Clôture
	01/01/2024	N-1	N	31/12/2024
Capital souscrit (1)	11 520			11 520
Prime d'apport	1			1
Réserve légale	1 152			1 152
Réserve facultative	2 684			2 684
Report à nouveau	88 529	-12 880		75 649
Résultat	14 192	-14 192	6 683	6 683
Dividendes		27 072		
Capitaux propres	118 078	0	6 683	97 689

1) Le capital se décompose en 720 000 actions de 16 €

VII. — Informations sur le hors bilan.

	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	40	60
Engagements sur titres		
Engagements reçus		
Engagements de financement (1)	45 000	45 000
Engagements de garantie (2)	2 470	2 777
Engagements sur titres		

1) Accord de refinancement Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire
2) Bpi France Finance et Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire.

VIII. — Informations sur le compte de résultat**1. Produits et charges d'intérêts :**

	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	3	1
Intérêts et charges assimilées	28 168	17 410

Les charges et produits sont enregistrés en résultat prorata temporis

2. Produits et charges sur opérations de crédit bail et assimilés / location simple :

	Loa-crédit bail	Location simple	Loa-crédit bail	Location simple
	2024	2024	2023	2023
Produits				
Loyers	89 627	504 578	88 105	462 714
Plus-values de cession				
Dotation/Reprise provisions	586	8 753	-2 791	5 928
Créances passées en perte	-6 088	-27 931	-2 157	-23 988
Autres produits	10 795	60 708	11 907	61 504
Total	94 920	546 108	95 064	506 158
Charges				
Dotations aux amortissements	66 457	379 193	64 109	349 952
Dotation/Reprise provisions pour dépréciation	298	-509	1 114	7 568
Moins-values de cession	9 600	37 937	5 919	24 387
Autres charges	11 134	62 972	12 563	65 398
Total	87 489	479 593	83 705	447 305

3. Produits et charges d'exploitation bancaire :

	31/12/2024	31/12/2023
Produits		
Facturations annexes	4 388	3 954
Produits d'assurance	6 908	6 488
Autres produits	11 296	10 442

	31/12/2024	31/12/2023
Charges		
Commissions caution Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire	5	7
Commissions caution BPI	22	11
Commissions sur accord de refinancement	189	198
Autres charges	216	216

4. Charges générales d'exploitation :

	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel	14 476	14 783
Autres charges	34 233	31 980
Charges générales d'exploitation	48 709	46 763

5. Coût du risque :

Les différentes provisions et pertes sont comprises dans les produits et charges d'exploitation bancaire.

6. Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

Le montant des moins-values sur cessions d'immobilisations est de -5 milliers d'euros au 31/12/2024.

7. Impôt sur les sociétés :

	31/12/2024	31/12/2023
Impôt	89	4 450
Rappel d'impôt	312	
Crédit impôt mécénat	-14	-12
Impôt sur Bénéfice	387	4 438

Accroissements	Montant	
Provisions réglementées		
Autres		
Total	0	
Accroissement dettes futures d'impôt		0

Allégements	Montant	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation		
C3S 2024	977	
Participation construction 2024	58	
Participation des salariés 2024	52	
Autres	7 814	
Total	8 901	
Allégements dettes futures d'impôt		2 299

Ventilation Impôt sur les Bénéfices	Base d'imposition	Impôt sur les sociétés	Montant net
Résultat courant avant impôt et participation	7 122	245	6 877
Participation des salariés	-52	-156	104
Complément d'impôt		312	-312
Crédit d'impôt		-14	14
Total	7 070	387	6 683

IX. — Autres informations.

1. Effectif moyen :

Mois	Technicien		Technicien confirmé/supérieur		Cadre		Mise à dispo		Total CDI+MISE A DISPO		Intérim		CDD		Prestataires		Total Intérim +CDD		Total consolidé	
	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP
Effectif moyen sur la période	51.08	47.60	122.00	1042.22	135.83	134.58	6.00	6.00	314.92	1230.40	18.58	18.58	0.00	0.00	33.25	33.25	18.58	18.58	328.50	317.92

2. Organes de direction, d'administration :

Le président s'est vu alloué une rémunération sur 2024 au titre de ses fonctions de Président. Cette information ne sera pas communiquée car cela reviendrait à donner directement une rémunération individuelle.

Il n'a pas été attribué de jetons de présence aux membres du Conseil d'Administration, au cours de l'exercice 2024.

3. Identité de la société mère consolidante :

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire
94, rue Bergson
BP 524
42007 Saint Etienne Cedex 1

B. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A l'Assemblée générale,

1. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LOCAM, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

2. Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— **Changement d'estimation** :

Le point IV 1 de l'annexe intitulé « Faits marquants », sous paragraphe 2 expose l'impact du changement d'estimation relatif aux règles de provisionnement des créances douteuses.

Nous avons procédé à l'appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société pour déterminer le montant du changement d'estimation, nous nous sommes assurés de leur correcte application et avons vérifié le caractère approprié des informations fournies en annexe.

— **Provisionnement des créances** :

Le point V.2 de l'annexe intitulé « méthode d'évaluation et de présentation des comptes », sous-partie a) « Crédit-bail et location avec option d'achat / location simple » précise les modalités de provisionnement des créances.

Nous avons procédé à l'appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société pour déterminer le montant des dépréciations, nous nous sommes assurés de leur correcte application et avons vérifié le caractère approprié des informations fournies en annexe.

— **Provisions pour risques et charges** :

La société constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges et les risques résiduels clients non provisionnés à l'actif, tels que décrit dans le point V.2 de l'annexe intitulé « Méthode d'évaluation et de présentation des comptes annuels » sous-partie d) « Provisions ».

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquels se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

4. Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

6. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Objectif et démarche d'audit : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux

normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit : Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Lyon et Saint-Etienne, le 14 mars 2025.

Les Commissaires aux Comptes

Implid Audit :

Anne-Béatrice Montoya-Truchi ;
Associée,

Ecomex :

Pierre BERNARD ;
Associé.

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

**Assemblée générale de l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024.**

A l'Assemblée générale,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce.

Lyon et Saint-Etienne, le 14 mars 2025.

Les Commissaires aux Comptes

Implid Audit :

Anne-Béatrice Montoya-Truchi ;
Associée,

Ecomex :

Pierre BERNARD ;
Associé.

D. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande auprès de la société.